



Arifor info n° 12 - du 15 au 30 juin 2006

Création entreprise

Créer son entreprise en ligne.

La déclaration de création, de modification de situation ou de cessation d'entreprise peut dorénavant être effectuée par voie électronique.

Consulter le décret n°2006-679 du 9 juin 2006 :

<http://www.admi.net/fo/20060610/PMEA0420036D.html>

Source : *Bref social* n°14647 du jeudi 15 juin 2006

Discriminations

Loi pour l'égalité des chances : création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

L'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances est créée par la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances (articles 38 à 40). Cette nouvelle agence participera à des actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés d'insertion sociale ou professionnelle. Elle mettra en œuvre des actions visant à l'intégration des populations immigrées et issues de l'immigration résidant en France. Elle participera à la lutte contre les discriminations et contribuera également à la lutte contre l'illettrisme et à la mise en œuvre du service civil volontaire.

A consulter sur : www.legifrance.gouv.fr

Lancement en septembre d'une campagne de promotion de la diversité.

Le vendredi 2 mai, à l'occasion d'une réunion interministérielle sur la mise en œuvre de la loi relative à l'égalité des chances présidée par le Premier ministre, Azouz Begag, ministre délégué à l'Égalité des chances, a annoncé le lancement d'une campagne en faveur de la charte de la diversité, signée à ce jour par 500 entreprises. Pour en savoir plus :

www.premier-ministre.gouv.fr

La HALDE lance un marché public pour la réalisation de tests de discrimination, notamment en matière d'emploi.

La HALDE a déposé un appel d'offres restreint concernant un marché ayant pour objet « la réalisation de tests de discrimination ». Ces tests visent à mesurer les éventuelles pratiques discriminatoires dans l'accès à l'emploi, l'accès au logement et l'accès aux biens et aux services. L'article 45 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances a, en effet, institué le test de discrimination comme élément de preuve du délit de discrimination.

www.halde.fr/IMG/pdf/RC_Candidature_-_Marche_Halde06-06.pdf

Source : *L'AEF* – 29 mai 2006

Emploi et formation

Etude Insee : relation formation-emploi.

Dans une étude relative à la relation formation-emploi, l'Insee relève que l'apprentissage ou l'expérience professionnelle au cours des études favorisent l'ancrage dans un métier proche de la spécialité de formation.

Source : *Économie et statistique* n°388-389 juin 2006 « Formation et qualité des emplois occupés ». Téléchargeable sur :

http://www.informetiers.info/upload_actu/pdf/11501837801150183780.pdf

L'emploi salarié au premier trimestre 2006.

Au premier trimestre 2006, l'emploi salarié du secteur concurrentiel non agricole, augmente de + 15 300 postes (+0,1 %), après + 30 600 (+0,2 %) au trimestre précédent. Dans l'industrie, les effectifs diminuent à un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent (-0,6 % contre -0,4 %). Les créations d'emploi dans la construction se maintiennent sur un rythme dynamique (+1,0 %). En savoir plus :

<http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/2006.06-25.3-2.pdf>

Source : *Premières Informations Premières Synthèses*, n°25.3, 14 juin 2006, 4 p.

Entreprises et formation

L'Opcareg lance un nouveau service d'information juridique.

Le réseau France Opcareg lance Infopcareg, un nouveau service d'information juridique sur la formation professionnelle destiné aux chefs d'entreprise, aux responsables ressources humaines et aux responsables formation, pour répondre en temps réel aux questions sur la formation. Il suffit de composer le numéro 08 25 86 86 08 ou d'envoyer un mail à infopareg@opcareg.org pour entrer en relation directe avec des spécialistes qui apportent en temps réel leur expertise formation professionnelle. Source : *Entreprise et carrières* - n°816 - juin 2006 - p.35.

Centres de ressources APP pour «apprendre à s'autoformer».

Jean Vanderspelden présente le rôle clé du centre de ressources APP, espace d'échanges, de convivialité et de reconnaissance favorisant la production d'initiatives, dans une dynamique d'autoformation. Source : *Actualité de la Formation Permanente* - n°199 - mai 2006 - pp. 71-75.

Consultable au centre ressources de l'Arifor.

Europe

Le site Equal permet d'explorer l'annuaire des projets.

En juin 2005, Racine (Réseau d'Appui et de Capitalisation des Innovations Européennes) publiait un document proposant des pistes pour passer d'une gestion de l'âge à une gestion des âges. Le dossier baptisé « l'expérience est capital met en avant des projets conduits dans le cadre du programme européen Equal qui vise à combattre les discriminations. Au regard des projets déposés la discrimination par l'âge reste plus que jamais d'actualité..

Source : *Entreprise et carrières* - n° 816 - juin 2006 - p.38. Consultable sur <http://www.equal-france.com>

Illettrisme

Des chiffres pour les hommes... des lettres pour les femmes.

Parmi les personnes âgées de 18 à 65 ans résidant en France métropolitaine, 14 % des hommes et 11 % des femmes ont des difficultés graves ou assez fortes dans les domaines fondamentaux de l'écrit. En calcul, la situation est inversée, les femmes sont plus souvent en difficulté. Le lien entre niveau de compétences et situation professionnelle est très fort, surtout pour les femmes : 58 % des femmes ayant des difficultés à l'écrit sont sans emploi. A télécharger sur

http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/IP1071.pdf

Source : *Insee Première* - n° 1071 - Mars 2006

Insertion professionnelle et sociale

Partenariat entre les entreprises et les Missions Locales.

Pour permettre l'accès à la vie en entreprise des jeunes peu ou pas qualifiés, en particulier ceux résidant en zone urbaine sensible et bénéficiaires du contrat d'insertion à la vie sociale (CIVIS), les Missions Locales développent un partenariat avec des grandes entreprises qui ont besoin de recruter des jeunes. Ainsi plusieurs accords nationaux ont été signés pour permettre : - de favoriser les procédures de recrutement répondant aux besoins de l'entreprise comme à ceux des jeunes accompagnés par les missions locales, - de mieux informer les jeunes et leurs conseillers sur les métiers et les filières qui recrutent pour une meilleure connaissance du monde du travail, - de développer le parrainage pour l'emploi notamment dans le cadre de la lutte contre les discriminations. Consulter le dossier : http://www.informetiers.info/upload_actu/pdf/11503772081150377208.pdf

Parution d'un décret sur les modalités des aides à l'emploi des jeunes.

Après la loi pour l'égalité des chances du 31 mars 2006, la loi n°2006-457 du 21 avril 2006 sur l'accès des jeunes à la vie active, adoptée dans l'urgence pour mettre fin à la crise du CPE, a aménagé le dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (Seje) dit "contrats jeunes" en entreprise, le contrat de professionnalisation et le Civis (Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale). Un décret précise notamment le montant des aides accordées dans le cadre de ces nouvelles dispositions.

Consulter le décret : <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf%20?numjo=SOCF0611174D>

Plan « Défense deuxième chance » : l'implication des entreprises et des branches est déterminante.

Le dispositif « Défense deuxième chance » est « innovant et prometteur », mais sa réussite dépend de « la reconnaissance de son utilité par l'ensemble des parties prenantes » que sont les jeunes, les familles, les missions locales et le milieu associatif, les branches et les entreprises..., indique le rapport « Défense deuxième chance : favoriser l'insertion professionnelle des jeunes », présenté par Françoise Geng (CGT) au nom de la section du travail du CES (Conseil Economique et Social). La « dimension financière constitue aujourd'hui la plus grande difficulté, pouvant être de nature à compromettre le développement et la pérennisation du dispositif », s'alarme le rapport.

A consulter sur : http://www.ces.fr/rapport/AVIS_F_GENG.pdf

Source : AEF, 14/06/2006, Dépêche n°66082

Public Handicapés

L'Agefiph met en oeuvre, de 2006 à 2008, un projet global dénommé « Handicompétence ».

Sur la base d'un diagnostic régional mené en concertation avec ses partenaires, chaque délégation régionale de l'Agefiph définit le projet Handicompétence qui correspond à son contexte particulier et aux besoins de ses bassins d'emploi.

Après une enquête sur les besoins emploi formation des personnes handicapées, un document de synthèse territoriale a permis de repérer quatre typologies de prestations de préparation à l'emploi.

Le 12 juin dernier, l'Agefiph a lancé un appel d'offres sur ces prestations.

Consultable sur : <http://www.agefiph.asso.fr/index.php?nav1=apros&nav2=actu&id=17815>

Public Senior

Emploi de seniors : 31 actions concrètes pour lutter contre la discrimination liée à l'âge.

Inscrit sur la période 2006-2010, le plan national pour l'emploi des seniors vise principalement deux objectifs : améliorer la proportion des seniors en emploi en luttant notamment contre les facteurs qui les excluent et favoriser leur employabilité quelle que soit leur situation (en emploi ou en recherche d'emploi).

<http://www.cohesionsociale.gouv.fr/presse/dossiers-presse/emploi-seniors-un-plan-pour-lutter-contre-discrimination-liee-age-910.html>

Validation des Acquis

Les entreprises et les acteurs socio-économiques face à la Vae.

Le dossier est le résultat d'un groupe de travail interrégional piloté par Sylvie Boursier (Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle) de janvier à décembre 2005 dans le cadre d'une réflexion et d'une capitalisation des actions conduites par les CRIS. Ce guide rend lisible l'offre de service des CRIS-VAE vis à vis des organisations et acteurs socio-économiques. Il témoigne d'actions réalisées avec les Opca (Organisme Paritaire Collecteur Agréé), les secteurs professionnels et des entreprises privées et publiques, ainsi que d'actions en direction de publics spécifiques, salariés ou demandeurs d'emploi.

Consulter le dossier sur : http://www.informetiers.info/upload_actu/pdf/11504496891150449689.pdf

MESSAGE

GIP Arifor

Le 27 juin dernier, l'association loi 1901 Arifor a laissé place à un GIP Groupement d'Intérêt Public pour l'Action Régionale d'Information sur la Formation et l'Orientation.

Le SMIC augmente de 3,05% au 01/07.

Une revalorisation du SMIC horaire de 3,05 % à compter du premier juillet 2006, porte le SMIC horaire à 8,27 € de l'heure et le SMIC mensuel à 1 254,28 €.

A consulter sur :

<http://www.travail.gouv.fr/actualite/dossiers-presse/smic-augmente-3-05-au-1er-juillet-3399.html>

Les espaces métiers, un nouveau service de proximité pour les usagers

La Région Champagne-Ardenne, pour rendre accessible l'information sur l'orientation, les métiers, les formations et l'emploi, accompagnent les territoires, dans la mise en place d'un nouveau service de proximité : les « Espaces Métiers ». Ils accueilleront tous les publics, collégiens, lycéens, étudiants, salariés, demandeurs d'emploi et employeurs. Ce concept, s'inspire de celui de la cité des métiers et se développera sur l'ensemble du territoire champardenais. Ils pourront être adossés ou non aux maisons de l'emploi. Le premier site ouvrira en 2007. Contact : Nathalie Poittevin – Chef de projet à l'Arifor. npoittevin@arifor.fr

AGENDA

11,12 et 13 juillet

La construction des identités dans les tensions du monde actuel : un nouveau défi pour l'orientation.

L'université d'été de Trouver Créer réunit chaque année des acteurs de l'orientation au sens très large. Elle se tiendra cette année à Valpré Lyon (Ecully). Elle propose des conférences, des ateliers. Plus d'informations et inscription sur www.trouver-creer.org ou 04.78.30.18.23.

Directeur de la publication : Jean-Marie Meunier, rédaction : Sandrine Sommesous
Edition et impression : Arifor 79 avenue de Sainte Ménéhould 51037 Châlons en Champagne Cedex.

Tel 03.26.21.73.36 – E-mail : ssommesous@arifor.fr

ISSN 1623-6858